

Les communistes internationalistes d'Allemagne (trotzkystes) protestent avec violence contre l'abominable mensonge de la « responsabilité collective du peuple allemand ». Qui sont ces juges qui s'arrogent le droit de condamner tout un peuple ? Les capitalistes américains qui d'un seul trait ont rayé Nagasaki et Hiroshima de la carte, précipitant des dizaines de milliers de femmes et d'enfants dans la mort, alors que leurs adversaires avaient déjà demandé un armistice ? Les impérialistes britanniques qui depuis des siècles basent leur empire sur l'exploitation la plus féroce de centaines de millions d'esclaves coloniaux ? Les bureaucrates soviétiques qui tiennent enfermés dans leurs camps sibériens 30 millions de forçats ?

Responsabilité du capitalisme mondial

Les monceaux de ruines qui couvrent aujourd'hui l'Allemagne ne sont pas le produit d'un concours de circonstances fortuit. Ayant atteint les limites ultimes de son expansion à la veille de la première guerre mondiale, le capitalisme s'est engagé à partir de ce moment dans une période de convulsions sanglantes. A mesure que le marché mondial se rétrécit, la lutte de concurrence entre les grandes puissances pour un nouveau partage se fait de plus en plus féroce. A mesure que l'économie capitaliste passe de plus en plus rapidement d'une crise violente à une autre, l'économie de guerre prend une importance de plus en plus accentuée en tant que « marché artificiel », dont l'élargissement neutralise momentanément l'étroitesse oppressante du marché mondial. Se succédant à une cadence accélérée, ces crises sont entrecoupées par de brèves périodes de « paix » et de reprises relatives et instables. Mais la guerre devient de plus en plus « l'état normal » du capitalisme décadent. Les ruines qui couvrent l'Allemagne ne forment qu'un « avant-goût » saisissant des ruines qui couvriront demain le monde entier, si le capitalisme réussit à entraîner l'humanité dans une troisième guerre mondiale.

Si le capitalisme mondial se trouve à l'origine de la guerre et représente la cause historique des destructions terribles que l'humanité vient de connaître, l'impérialisme allemand porte une responsabilité particulière dans son déclenchement. A par-

Responsabilité de la bureaucratie stalinienne

La bureaucratie stalinienne qui a usurpé le pouvoir en Russie soviétique, qui tient la masse ouvrière de ce pays opprimée sous un régime policier infâme et qui a transformé chaque principe du communisme en une grotesque parodie, n'a pas plus que les capitalistes de tous les pays le droit de dégager sa responsabilité dans le déclenchement de cette guerre et dans la politique hitlérienne aussi néfaste pour les travailleurs d'Europe. C'est Staline qui amena en 1933 le parti communiste allemand à capituler sans combat devant Hitler. C'est Staline qui a brisé, entre 1933 et 1938, les luttes révolutionnaires des travailleurs espagnols, français, tchèques qui auraient permis aux travailleurs allemands de reprendre le chemin de l'action antifasciste de masse. C'est Staline qui, en concluant en 1939 son pacte d'alliance avec Hitler, a permis à celui-ci d'envahir la Pologne et de précipiter ainsi la guerre. C'est Staline qui a stimulé à l'extrême la résistance désespérée de l'armée allemande hitlérienne avec sa propagande de haine chauvine, avec sa pratique barbare de viols, de pillage et de déportation employée contre la population ouvrière allemande. Autant que le capitalisme mondial, Staline s'est efforcé par tous les moyens d'éviter l'éclatement d'un mouvement révolutionnaire en Allemagne.

La responsabilité du stalinisme ne s'étend pas seulement au passé, mais également au présent et à l'avenir. Des dizaines

Responsabilité des dirigeants réformistes et staliniens allemands

Les dirigeants du S.P.D. et du K.P.D., et, plus tard, ceux du S.G.P.O. ont tous déclaré qu'ils acceptaient la thèse allée sur la « responsabilité collective » du peuple allemand dans l'avènement de l'hitlérisme, le déclenchement et la conduite barbare de la guerre. Bien que l'ardeur qu'ils montrèrent au début de l'occupation pour défendre cette thèse en public, s'est atténuée de façon significative, ils continuent pourtant à déclarer que le peuple allemand devra accepter bon gré mal gré le verdict des « vainqueurs », étant donné cette soi-disant responsabilité qu'il porte. Les communistes internationalistes d'Allemagne dénoncent particulièrement ces services de sycophantes des oppresseurs que les dirigeants des partis réformistes et staliniens rendent aux puissances d'occupation. La

Le prolétariat mondial ne doit pas oublier que les camps de concentration ont été créés tout d'abord contre les travailleurs antifascistes allemands. Il ne doit pas oublier que les moyens inhumains avec lesquels Hitler essayait de consolider sa domination sur l'Europe ont été d'abord utilisés par lui pour asseoir solidement son pouvoir en Allemagne. Ceux qui, aujourd'hui, dénoncent le plus bruyamment l'ensemble du peuple allemand comme responsable pour la politique hitlérienne, ont eux-mêmes, dans le passé, renforcé par toute leur politique l'arrivée au pouvoir et le maintien du régime des nazis.

tir de la crise de 1929, les grands industriels et banquiers allemands ont sciemment choisi la voie du réarmement et de la conquête de leur « espace vital » comme seul moyen de prolonger leur régime. Ils ont sciemment précipité les peuples de l'Europe et leur propre peuple dans un abîme de barbarie pour maintenir quelques années de plus leurs privilèges sociaux. C'est pour la cause de leurs profits et rien d'autre qu'ils ont attiré sur l'Allemagne les calamités sans nom qui se sont abattues sur ce pays depuis trois ans.

Les capitalistes anglais, américains et français ne peuvent en rien rejeter leur propre responsabilité sur le dos de leurs concurrents allemands. Durant des années, ils ont activement soutenu Hitler avec des subsides financiers, des livraisons de matières premières et des crédits commerciaux. Ils ont commencé d'abord par lui donner leur soutien moral en tant que « puissance d'ordre anticommuniste » et lui permirent de cette façon de stabiliser son régime. Ensuite, durant la guerre, leur propagande chauvine, leur slogan de « capitulation sans condition » ont puissamment aidé la propagande de Goebbels et ont ressoudé à maintes reprises des couches importantes de la population autour d'Hitler. Pour eux, la guerre était d'ailleurs, jusqu'à un certain point, une excellente affaire qu'ils ont essayé de prolonger aussi longtemps que possible, sans aucun égard pour les souffrances des peuples.

de milliers de communistes qui avaient, durant toutes les années de dictature nazie, maintenu la flamme de l'espoir dans la révolution ont été démoralisés davantage par deux années d'expérience du régime d'occupation soviétique et de « la nouvelle ligne » du P. C. A., qu'ils ne l'avaient été par dix ans de camp de concentration. Chacune des « prévisions » de la propagande de Goebbels a été fidèlement réalisée par le stalinisme en Allemagne. Dans aucune zone d'occupation le pillage de l'outillage industriel n'a pris une telle extension qu'en zone russe; dans aucune des zones l'oppression policière ne pèse aussi lourdement sur la vie politique, et sur le mouvement ouvrier en particulier, qu'en celle-là. La politique pratique du stalinisme en Allemagne amène constamment de l'eau au moulin de la propagande anticommuniste des capitalistes anglo-américains et discrédite systématiquement non seulement le P.C.A., mais tous les principes du communisme.

Les communistes internationalistes d'Allemagne s'efforcent de montrer par leur action et leur propagande que le véritable communisme, le communisme de Lénine, de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, n'a rien de commun avec le stalinisme, cette gangrène du mouvement ouvrier qui doit être éliminée par le prolétariat allemand de ses rangs, s'il veut être capable de résoudre ses tâches historiques.

responsabilité que ces bonzes veulent rejeter sur les épaules de la masse des travailleurs, ils la portent eux-mêmes dans une large mesure.

Les dirigeants sociaux-démocrates dans les mains desquels était tombé, au lendemain de la révolution du 9 novembre 1918, tout le pouvoir effectif en Allemagne, ont concentré tous leurs efforts sur l'écrasement des mouvements révolutionnaires et la stabilisation de « l'ordre bourgeois ». Ils n'ont pas hésité à réarmer, eux les premiers, ces mêmes bandes terroristes d'officiers, qui, plus tard, devinrent les noyaux des groupes de choc nazis. Ils ont fait noyer dans le sang les mouvements insurrectionnels que les travailleurs de Berlin, de l'Allemagne centrale, de Hambourg, de Saxe et d'ailleurs déclenchèrent à

maintes reprises entre 1918 et 1923, et dont la victoire aurait définitivement écarté le danger fasciste du pays. Face à la montée des nazis, à partir de 1930, ils ont systématiquement refusé de faire appel à l'action de classe des travailleurs pour former un barrage infranchissable à l'ascension d'Hitler. Leur théorie stupide du « Staat, Greif zu » a démoralisé les ouvriers socialistes, les a rejetés dans la passivité, a permis aux Papen et autres d'aplanir la voie « légale » vers la prise du pouvoir par Hitler et les a conduits finalement à capituler ignominieusement devant celui-ci. Les travailleurs allemands n'oublieront pas que les députés sociaux-démocrates du Reichstag sont allés aussi loin que de voter la confiance à la politique étrangère d'Hitler, que les bonzes réformistes des syndicats sont allés aussi loin que d'offrir leur aide aux nazis pour « intégrer le A.D.G.B. dans la « Deutsche Volksgemeinschaft ».

Les dirigeants staliniens, après avoir étouffé à l'intérieur de leur P.C.A. la voix de la critique et les derniers restes de la démocratie prolétarienne, se sont engagés devant la montée de l'hitlérisme dans une politique d'aventurisme criminel qui

Les tâches présentes de la classe ouvrière allemande. -- L'avenir de l'Allemagne

L'avenir de l'Allemagne reste pour le moment entre les mains des puissances d'occupation qui sont décidées à le déterminer exclusivement d'après leurs propres intérêts, quelles que soient les promesses qu'ils font au sujet d'un « gouvernement central », de « garanties démocratiques » ou de « plébiscite ». Les puissances d'occupation se trouvent forcées de prolonger, et de maintenir indéfiniment, leur occupation du pays, d'abord parce que « leur » secteur d'occupation présente pour chacun d'eux un élément indispensable dans leur jeu de puissance, et ensuite parce que le maintien de l'occupation constitue actuellement la seule alternative à une Allemagne socialiste.

Dans la société allemande telle qu'elle est issue de l'effondrement de l'hitlérisme, il n'existait aucune force capable de diriger le pays sous les conditions capitalistes. Malgré toutes les mesures des puissances d'occupation occidentales pour renforcer les éléments « d'ordre bourgeois » actuellement disponibles en Allemagne, une force pareille n'existe pas plus aujourd'hui qu'en 1945. Pour atteindre leur premier but de guerre, l'élimination du concurrent allemand, les impérialistes anglais et américains ont détruit l'appareil étatique et militaire de la bourgeoisie allemande à tel point que c'est seulement leur propre appareil d'occupation militaire et administratif qui constitue actuellement la colonne vertébrale de « l'ordre capitaliste » en Allemagne.

Chacune des puissances d'occupation présente son propre projet pour « résoudre » le problème allemand. Tous ces projets ont ceci de commun qu'ils tendent à perpétuer l'oppression nationale et la paupérisation permanente du pays.

Le plan français, reflétant la faiblesse de l'impérialisme français, vise surtout à l'accaparement du charbon de la Ruhr et à la rupture définitive du pays. Les impérialistes français, complètement banqueroutiers, sont même encore aujourd'hui effrayés par la perspective d'un « réveil de la puissance allemande ».

Le plan britannique est déterminé par le besoin du marché

La position de la bourgeoisie allemande

Quelle est l'attitude de la bourgeoisie allemande face à cette tentative avérée des forces d'occupation de prolonger la division et le pillage économique du pays ? Non seulement la bourgeoisie ne tente en rien de s'opposer systématiquement à cette politique, mais elle se rend compte, mieux que quiconque, de sa propre incapacité de maintenir ce qui lui reste de ses privilèges sociaux dans le cas d'un retrait immédiat des troupes d'occupation occidentales.

La politique de la bourgeoisie allemande vise actuellement à défendre son statut de bourgeoisie compradore, de garder une partie de la plus-value extraite à la main-d'œuvre allemande et de « regagner le droit » d'administrer de nouveau elle-même le pays au service de ses maîtres impérialistes. Elle vise ouvertement à l'exacerbation des contradictions entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique pour recouvrer une partie de ses privilèges perdus dans la partie orientale du pays et pour obtenir en échange des « bons services » qu'elle est prête à rendre à l'impérialisme, une partie plus grande dans le butin commun. La bourgeoisie allemande se rend parfaitement compte du fait qu'elle est incapable, pour le moment, d'administrer les provinces, — dans le cadre des intérêts des puissances d'occupation — sans le concours actif des dirigeants réfor-

plus qu'aucune autre a facilité l'arrivée au pouvoir des nazis. Ils ont avancé la théorie du « social-fascisme » selon laquelle les sociaux-démocrates seraient le premier ennemi à abattre par les travailleurs et non pas les nazis ! Ils ont participé aux côtés des nazis au « Roter Volksentscheid » en Prusse et ont ainsi éloigné les travailleurs sociaux-démocrates de leurs frères communistes. Ils ont systématiquement endormi la vigilance des travailleurs allemands en sous-estimant le danger du fascisme, en déclarant à plusieurs reprises qu'Hitler « avait déjà dépassé son apogée », que le pouvoir d'Hitler ne durerait pas longtemps, que l'arrivée au pouvoir d'Hitler aplanirait seulement la voie vers la conquête du pouvoir par les communistes. Tout comme celle des bonzes réformistes, leur politique a saboté la construction du front unique ouvrier antifasciste qui aurait pu non seulement arrêter Hitler à temps, mais même permettre une nouvelle offensive. Pris de panique après le 30 janvier 1933, ils ont permis l'écrasement du parti sans faire appel à l'action des travailleurs, qui était encore possible après cette date fatale.

allemand pour l'impérialisme anglais. Il vise à un relèvement relatif de l'industrie allemande, limité et contrôlé par des spécialistes britanniques des problèmes coloniaux, afin de payer des exportations britanniques vers l'Allemagne. Les Britanniques sont partisans d'un certain fédéralisme, mais désirent également l'établissement d'un gouvernement central, pouvant assumer la responsabilité entière du pouvoir, c'est-à-dire servant de couverture à la politique de rapine des occupants.

La politique américaine vise à la concentration des zones occidentales d'abord, et des quatre zones ensuite, sous la direction du grand capital américain, qui permettrait, avec son financement et sous sa direction, une « reconstruction », afin de transformer le pays en place forte en vue de la troisième guerre mondiale qu'il prépare. Washington vise l'expulsion des Russes de la zone orientale d'occupation et l'utilisation des ressources industrielles allemandes, en vue d'attirer dans le sillon de Wall Street des pays se trouvant actuellement sous l'influence russe, mais ayant tous fort besoin de livraison de machines, d'outillage industriel et de crédits commerciaux.

Après avoir pillé systématiquement les installations industrielles de sa zone d'occupation, et s'être rendu compte du formidable gaspillage que constitue cette forme de brigandage, la bureaucratie soviétique se propose de la remplacer par une autre forme de pillage : la remise en action de l'industrie du pays et le prélèvement d'une partie importante de sa production courante sous forme de « réparations ». Déjà la bureaucratie a mis la main sur la plus grande partie de l'industrie de la zone d'occupation orientale et l'a transformée en propriété de l'Etat russe. Son empressement à s'opposer au fédéralisme n'est nullement dû à un souci objectif pour « l'unité allemande » — les Russes sont les défenseurs les plus acharnés de l'annexion de la Poméranie et de la Silésie par la Pologne et ont eux-mêmes annexé la Prusse orientale —, mais uniquement au désir de pénétrer, à travers ses agents dans un « gouvernement central », dans les zones occidentales d'occupation pour y continuer son brigandage.

mistes ou réformistes et staliniens. Voilà pourquoi partout les gouvernements des Laender apparaissent sous la forme de gouvernements de coalition, pourquoi elle a pris partout un camouflage « démocratique », a concentré ses forces dans le C. D. U. qui, derrière l'écran d'adaptation aux conceptions « progressistes », devient le centre de rassemblement de toute la réaction. La base de masse de cette réaction est pour le moment constituée par les paysans enrichis, les seuls qui aient profité du déplacement fondamental des fortunes et revenus. Mais, à travers la tempête, la bourgeoisie travaille patiemment à conserver ou regagner « l'essentiel » : la direction des forces de police, le squelette des administrations supérieures. La politique des puissances d'occupation occidentales a travaillé complètement dans la même direction. Une prolongation du régime d'occupation ; un certain relèvement de l'industrie ; une accentuation des luttes sociales ; la perspective plus rapprochée d'une guerre antisoviétique permettraient à la bourgeoisie d'exploiter le « nationalisme » et le désespoir dans un mouvement de base populaire, à droite du C.D.U., pour remettre à la tête des affaires allemandes ses propres agents et hommes de main qui s'avèreraient, dans ces conditions, les meilleurs serviteurs de l'impérialisme américain.